

DOSSIER DE CANDIDATURE À L'INSCRIPTION SUR LA LISTE DES ADMINISTRATEURS AD HOC

Constitution du dossier

Vous trouverez ci-joint la trame du dossier de candidature à l'inscription qui doit être scrupuleusement respectée.

Outre une déclaration sur l'honneur qui devra être obligatoirement signée, vous voudrez bien établir, pour chacune des rubriques, une chemise portant le titre de la rubrique concernée dans laquelle vous verserez les justificatifs demandés.

Vous trouverez, en pages 2, 3 et 4, un rappel des pièces qui doivent être obligatoirement jointes à votre dossier.

Nous appelons votre attention sur le fait que la responsabilité de la constitution du dossier vous incombe.

Transmission du dossier :

Vous voudrez bien **numériser votre entier dossier de candidature et l'adresser par voie électronique en format PDF noir et blanc** au tribunal judiciaire du ressort du lieu de votre exercice professionnel:

| TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE | ADRESSE DE MESSAGERIE ÉLECTRONIQUE |
|-----------------------------|--|
| ALBI | experts.tj-albi@justice.fr |
| CASTRES | civil.pr.tj-castres@justice.fr |
| FOIX | experts.tj-foix@justice.fr |
| MONTAUBAN | experts.tj-montauban@justice.fr |
| SAINT-GAUDENS | experts.pr.tj-st-gaudens@justice.fr |
| TOULOUSE | experts.tj-toulouse@justice.fr |

Le **formulaire de candidature** devra être également déposé en **original** au tribunal judiciaire sauf pour Toulouse.

LISTE DES PIÈCES A PRODUIRE

1) PERSONNES PHYSIQUES

- Lettre de candidature et de motivation du candidat qui doit être âgé de 30 ans au moins et de 70 ans au plus, précisant la liste sur laquelle il souhaite être inscrit à savoir :
 - liste des administrateurs ad hoc pour les actions pénales dont un mineur a été victime ou pour les procédures dans lesquelles il y a, pour le mineur, une opposition d'intérêt
 - liste des administrateurs ad hoc pour la représentation des mineurs maintenus en zone d'attente ou demandeurs du statut de réfugié
 - sur les deux listes

- Extrait d'acte de naissance

- Photocopie de la carte nationale d'identité ou du passeport en cours de validité et, éventuellement photocopie du titre de séjour

- Justificatif de domicile (quittance de loyer, d'électricité ou de gaz par exemple) qui doit se situer dans le ressort de la cour d'appel

- Curriculum vitae

- Éventuellement justificatif de l'inscription antérieure

- Photocopie des diplômes et titres universitaires obtenus et, le cas échéant, leur traduction s'ils ont été délivrés par des institutions étrangères

- Justificatifs démontrant un intérêt particulier et ancien porté aux questions de l'enfance ainsi qu'une certaine compétence en la matière avec des connaissances juridiques et psychologiques (contrat de travail, certificat de travail, attestations, certificat de participation à une session de formation ou un stage, diplômes, etc.)

- Attestation du candidat qu'il n'a pas été l'auteur de faits ayant donné lieu à condamnation pénale ou à sanction disciplinaire ou administrative pour agissement contraire à l'honneur, à la probité et aux bonnes mœurs et qu'il n'a pas été frappé de faillite personnelle ou d'une autre sanction en application du titre VI de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative aux redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises (déclaration sur l'honneur jointe).

- En cas de réinscription, rapports de fin de mission prévus par l'article R 53-8 du code de procédure pénale et tout élément d'information utile sur les obligations qui lui incombent.

2) POUR LES PERSONNES MORALES

- Lettre de candidature motivée du dirigeant
- Fiche concernant la nature de la personne morale, sa raison sociale, son objet social, l'adresse du siège social, le numéro d'inscription SIRET, SIREN
- Copie du récépissé délivré par l'autorité préfectorale pour les associations
- Fiche détaillée des activités de la personne morale
- Production des statuts

a) Liste des dirigeants de la personne morale et pour chacun d'eux :

- Extrait d'acte de naissance
- Attestation qu'ils n'ont pas été l'auteur de faits ayant donné lieu à condamnation pénale ou à sanction disciplinaire ou administrative pour agissement contraire à l'honneur, à la probité ou aux bonnes mœurs et n'ont pas été frappés de faillite personnelle ou d'une sanction en application du titre VI de la loi 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises (déclaration sur l'honneur jointe)

b) Liste des personnes susceptibles d'exercer pour le compte de la personne morale une mission d'administrateur ad hoc et pour chacune d'elles production des pièces exigées pour l'inscription d'une personne physique :

- Lettre de candidature et de motivation du candidat qui doit être âgé de 30 ans et de 70 ans au plus
- Extrait d'acte de naissance
- Photocopie de la carte nationale d'identité ou du passeport en cours de validité et, éventuellement photocopie du titre de séjour
- Justificatif de domicile (quittance de loyer, d'électricité ou de gaz par exemple) qui doit se situer dans le ressort de la cour d'appel
- Éventuellement, justificatif d'une inscription antérieure
- Curriculum vitae
- Photocopie des diplômes et titres universitaires obtenus et, le cas échéant, leur traduction s'ils ont été délivrés par des institutions étrangères
- Justificatifs démontrant un intérêt particulier et ancien porté aux questions de l'enfance ainsi qu'une certaine compétence en la matière avec des connaissances juridiques

et psychologiques (contrat de travail, certificat de travail, attestations, certificat de participation à une session de formation ou un stage, diplômes, etc.)

➤ Attestation du candidat qu'il n'a pas été l'auteur de faits ayant donné lieu à condamnation pénale ou à sanction disciplinaire ou administrative pour agissement contraire à l'honneur, à la probité et aux bonnes mœurs et qu'il n'a pas été frappé de faillite personnelle ou d'une autre sanction en application du titre VI de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative aux redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises (déclaration sur l'honneur jointe).

➤ En cas de réinscription, rapports de fin de mission prévus par l'article R 53-8 du code de procédure pénale et tout élément d'information utile sur les obligations qui lui incombaient

**DEMANDE D'INSCRIPTION
SUR LA LISTE DES ADMINISTRATEURS AD HOC
PERSONNE PHYSIQUE**

Article R 53 à R 53-8 du code de procédure pénale

Article R343-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

Liste sur laquelle vous souhaitez être inscrit :

- mineurs victimes ou pour lesquels il y a une opposition d'intérêts OUI NON
- mineurs isolés étrangers OUI NON
- sur les deux OUI NON

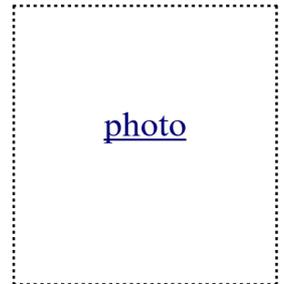
1^{ère} demande OUI NON (préciser les années des précédentes demandes)

Réinscription :

- antérieurement inscrit sur la liste de la cour d'appel de Toulouse OUI NON
- antérieurement inscrit sur la liste d'une autre cour d'appel OUI NON

Si oui, précisez laquelle et la date d'inscription :

Le cas échéant la date du retrait ou de la radiation (joindre une copie de la décision) :



A) IDENTITE DU CANDIDAT :

Nom :

(Pour les femmes mariées, nom patronymique suivi du nom d'épouse)

Prénoms :

Date de naissance :

Lieu de naissance : Département ou pays :

Nationalité :

Situation de famille : célibataire marié pacsé

Nom du conjoint :

Profession du conjoint :

➤ Joindre copie du livret de famille, de la carte nationale d'identité ou du passeport et, le cas échéant, du titre de séjour

B) ADRESSE DU CANDIDAT :

Lieu d'exercice de l'activité d'administrateur ad hoc :

Numéro de téléphone pro: Numéro de portable :

Numéro de fax :

Adresse e-mail :

Domicile personnel :

Numéro de téléphone :

➤ Joindre une attestation de domicile

MERCI DE REMPLIR LES MENTIONS SUIVANTES QUI FIGURERONT SUR LA LISTE DES ADMINISTRATEURS AD HOC EN CAS D'INSCRIPTION

Nom :

Prénoms :

Lieu d'exercice de l'activité d'administrateur ad hoc :

Numéro de téléphone :

Numéro de portable :

Numéro de fax :

Adresse e-mail :

C) LES DIPLOMES, TITRES UNIVERSITAIRES OBTENUS

➤ Joindre la photocopie des diplômes, leur équivalence et, le cas échéant, leur traduction s'ils ont été délivrés par des institutions étrangères

➤ Les langues étrangères parlées - langue des signes

➤ Permis de conduire

D) ACTIVITE PROFESSIONNELLE ACTUELLE ET PRINCIPALE ET AUTRES ACTIVITES EXERCEES PAR LE CANDIDAT

(Ex: enseignement, activités de formation, mandat associatif, etc.)

➤ Joindre un curriculum vitae

➤ Détailler les activités en mettant en évidence le lien avec l'inscription sur la liste des administrateurs ad hoc et l'ancienneté de l'intérêt porté aux questions de l'enfance

E) EXPERIENCE D'ADMINISTRATEUR AD HOC

Nombre de désignations en qualité d'administrateur ad hoc :

- pour son compte personnel :

- pour le compte d'une association :

REEMPLIR L'IMPRIME « État des désignations en qualité d'administrateur ad hoc »

Bien vouloir préciser la nature de la juridiction et compléter la liste des affaires en indiquant la date de la mission, le nom du magistrat mandant et le numéro d'identification de la procédure

**DEMANDE D'INSCRIPTION
SUR LA LISTE DES ADMINISTRATEURS AD HOC
PERSONNE MORALE**

Article R 53 à R 53-8 du code de procédure pénale

Article R343-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

Liste sur laquelle vous souhaitez être inscrit :

- mineurs victimes ou pour lesquels il y a une opposition d'intérêts OUI NON
- mineurs isolés étrangers OUI NON
- sur les deux OUI NON

1^{ère} demande OUI NON (préciser les années des précédentes demandes)

Réinscription :

- antérieurement inscrit sur la liste de la cour d'appel de Toulouse OUI NON
- antérieurement inscrit sur la liste d'une autre cour d'appel OUI NON

Si oui, précisez laquelle et la date d'inscription :

Le cas échéant la date du retrait ou de la radiation (joindre une copie de la décision) :

Raison sociale :

Adresse :

N° d'inscription (Siren, Siret):

N° de téléphone :

N° de fax :

Adresse e-mail :

Objet de l'association :

➤ Joindre une justification de la domiciliation dans le ressort de la cour d'appel et une copie des statuts

Nom, prénom, date et lieu de naissance, nationalité des dirigeants :

Joindre pour chaque dirigeant :

- Copie du livret de famille, de la carte nationale d'identité ou du passeport et, le cas échéant, du titre de séjour
- Attestation sur l'honneur complétée et signée

A) IDENTITE des personnes qui exerceront les mandats d'administrateur ad hoc

1) Nom :

(Pour les femmes mariées, nom patronymique suivi du nom d'épouse)

Prénoms :

Date de naissance :

Lieu de naissance :

Département ou pays :

Nationalité :

Situation de famille :

célibataire

marié

pacsé

Nom du conjoint :

Profession du conjoint :

Diplômes obtenus :

Les langues étrangères parlées, langue des signes:

Activité professionnelle actuelle et principale et autres activités exercées par le candidat
(ex : enseignement, activités de formation, mandat associatif, etc.) :

[photo](#)

2) Nom :

(Pour les femmes mariées, nom patronymique suivi du nom d'épouse)

[photo](#)

Prénoms :

Date de naissance :

Lieu de naissance :

Département ou pays :

Nationalité :

Situation de famille :

célibataire

marié

pacsé

Nom du conjoint :

Profession du conjoint :

Diplômes obtenus :

Les langues étrangères parlées, langue des signes:

Activité professionnelle actuelle et principale et autres activités exercées par le candidat
(ex : enseignement, activités de formation, mandat associatif, etc.) :

[photo](#)

3) Nom :

(Pour les femmes mariées, nom patronymique suivi du nom d'épouse)

Prénoms :

Date de naissance :

Lieu de naissance :

Département ou pays :

Nationalité :

Situation de famille :

célibataire

marié

pacsé

Nom du conjoint :

Profession du conjoint :

Diplômes obtenus :

Les langues étrangères parlées, langue des signes:

Activité professionnelle actuelle et principale et autres activités exercées par le candidat (ex : enseignement, activités de formation, mandat associatif, etc.) :

Pour chacun, joindre :

➤ Copie des diplômes, leur équivalence, et le cas échéant, leur traduction s'ils ont été délivrés par des institutions étrangères

➤ Copie du livret de famille, de la carte nationale d'identité ou du passeport et, le cas échéant, du titre de séjour

➤ Le permis de conduire

➤ Un curriculum vitae montrant l'ancienneté de l'intérêt pour les problèmes de l'enfance

B) EXPERIENCE D'ADMINISTRATEUR AD HOC DE L'ASSOCIATION

Nombre de désignations :

REMPLIR L'IMPRIME « État des désignations en qualité d'administrateur ad hoc »

Bien vouloir préciser la nature de la juridiction et compléter la liste des affaires en indiquant la date de la mission, le nom du magistrat mandant et le numéro d'identification de la procédure

DECLARATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e) (*qualité-nom-prénom*) atteste sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus mentionnés et m'engage à porter à la connaissance du procureur général de la cour d'appel de Toulouse (experts.ca-toulouse@justice.fr) toute modification susceptible d'intervenir dans ma situation :

En outre,

J'affirme n'avoir été ni l'auteur de faits contraires à l'honneur, à la probité ou aux bonnes mœurs, ni l'auteur de faits de même nature ayant donné lieu à une sanction disciplinaire ou administrative de destitution, de radiation, révocation, de retrait d'agrément ou d'autorisation,

J'affirme ne pas avoir été frappé de faillite personnelle ou d'une autre sanction en application du titre V du livre VI du code de commerce relative au redressement et à la liquidation des entreprises,

J'affirme remplir les conditions d'inscription telles qu'elles sont définies à l'article R 53-1 du code de procédure pénale,

Et m'engage à répondre aux sollicitations des juridictions, à accomplir ma mission d'administrateur ad hoc avec diligence et à réaliser moi-même les mandats qui me seront confiés.

Fait à , le

Signature

